



## CHAPITRE 37

## CHAPTER 37

Loi établissant un Office provincial pour  
aider à la vente des produits agricoles

An Act to establish a Provincial Board to  
promote the sale of farm products

[Sanctionnée le 23 février 1956]

[Assented to, the 23rd of February, 1956]

**SA MAJESTÉ**, de l'avis et du consentement du Conseil législatif et de l'Assemblée législative de Québec, décrète ce qui suit:

**HER MAJESTY**, with the advice and consent of the Legislative Council and of the Legislative Assembly of Quebec, enacts as follows:

### SECTION I

### DIVISION I

#### DÉFINITIONS ET APPLICATION

#### DEFINITIONS AND APPLICATION

Titre  
abrégé.

**1.** La présente loi peut être citée sous le titre *Loi des marchés agricoles du Québec*.

**1.** This act may be cited as the *Quebec Agricultural Marketing Act*. Short title.

Interprétation:

**2.** Dans la présente loi, à moins que le contexte n'indique un sens différent, les expressions suivantes signifient ou désignent:

**2.** In this act, unless the context indicates a different meaning, the following expressions mean or designate: Interpretation:

"acheteur";

a) "acheteur": l'acquéreur d'un produit agricole tel que défini au paragraphe *h* et sous réserve de l'article 28;

a. "purchaser": the purchaser of any farm product as defined in paragraph *h* and subject to section 28; "purchaser";

"association de producteurs";

b) "association de producteurs": un syndicat coopératif d'agriculteurs, une société coopérative agricole, une société d'horticulture, la Société d'industrie laitière de la province de Québec, une société de patrons de fabriques de produits laitiers, une association ou un syndicat professionnel d'agriculteurs, une union, une fédération ou une confédération de tels syndicats et tout groupement professionnel ou coopératif *bona fide* de producteurs;

b. "association of producers": any farmers' cooperative syndicate, any cooperative agricultural association, any horticultural society, the Dairy Association of the Province of Quebec, any society of patrons of dairy product factories, any farmers' association or professional syndicate, any union, any federation or confederation of such syndicates and any *bona fide* professional or cooperative group of producers; "association of producers";

"mise en marché";

c) "mise en marché": comprend la vente, la transformation, l'achat, l'entreposage et l'expédition pour fin de vente, l'offre de vente et le transport d'un produit agricole, ainsi que la publicité et le

c. "marketing": includes the sale, processing, purchase, storage and shipping for purposes of sale, the offering for sale and the transportation of any farm product, as well as the advertising and financing "marketing";

- financement des opérations ayant trait à l'écoulement de ce produit;
- "Office"; d) "Office provincial" ou "Office": l'Office des marchés agricoles du Québec, constitué en vertu de la présente loi;
- "office de producteurs"; e) "office de producteurs": l'organisme constitué, en vertu d'un plan conjoint de mise en marché de produits agricoles, pour la surveillance et le contrôle de son exécution;
- "plan conjoint"; "plan"; f) "plan conjoint" ou "plan": tout plan de producteurs pour la mise en marché de produits agricoles, approuvé par l'Office incluant les règlements qui s'y rattachent;
- "producteur"; g) "producteur": tout producteur ou association de producteurs d'un produit agricole tel que défini au paragraphe h;
- "produit agricole"; h) "produit agricole": tout produit de l'agriculture, de l'horticulture, de l'aviculture ou de la forêt, à l'état brut ou transformé, partiellement ou entièrement, par le producteur, incluant, entre autres les animaux de ferme et de basse-cour, vivants ou tués, la viande de ces animaux, les volailles, les œufs, la laine, les produits laitiers, les grains, les fruits, les légumes, les produits de l'érable, le miel, le tabac, le bois, les breuvages ou articles d'alimentation provenant de produits de l'agriculture et toute autre denrée agricole désignée par arrêté du lieutenant-gouverneur en conseil;
- "produit commercialisé"; i) "produit commercialisé": un produit agricole auquel s'applique un plan de mise en marché;
- "règlements"; j) "règlements": les règlements adoptés par le lieutenant-gouverneur en conseil, l'Office provincial ou un office de producteurs.
- of operations relating to the trading of such product;
- d. "Provincial Board" or "Board": the "Board"; Quebec Agricultural Marketing Board constituted under this act;
- e. "producers' board": the body constituted, under a joint farm products marketing plan, to supervise and control the carrying out of such plan;
- f. "joint plan" or "plan": any producer's plan for the marketing of their products, approved by the Board including the regulations relating thereto;
- g. "producer": any producer or association of producers of any farm product as defined in paragraph h;
- h. "farm product": any agricultural, horticultural, avicultural or forest product, in its raw state or partly or wholly transformed by the producer, including, among other things, farm and farm-yard animals, alive or slaughtered, the flesh of such animals, poultry, eggs, wool, dairy products, grain, fruits, vegetables, maple products, honey, tobacco, wood, beverages or foodstuffs derived from agricultural products and any other agricultural commodity designated by order of the Lieutenant-Governor in Council;
- i. "marketed product": any farm product to which a marketing plan applies;
- j. "regulations": the regulations made by the Lieutenant-Governor in Council, the Provincial Board or a producers board.

Objet de la loi.

3. La présente loi ne doit pas être interprétée comme tendant à concurrencer l'organisation coopérative de la production et de la mise en marché des produits agricoles, mais elle doit l'être comme ayant pour objet de mettre à la disposition des producteurs et des consommateurs un moyen supplétif de mise en marché ordonnée et juste des produits agricoles.

Application.

Elle doit être appliquée à la lumière de ce principe et de manière à ne pas gêner l'action du coopératisme dans les régions et les secteurs de production et de vente où il répond ou est en mesure de répondre efficacement aux besoins, et de manière

3. This act shall not be interpreted as tending to compete with the cooperative organization for the production and marketing of farm products, but it shall be interpreted as being intended to provide producers and consumers supplementary means for the orderly and fair marketing of farm products.

Object of act.

It must be applied in the light of that principle and in such manner as not to hamper cooperative action in the regions and areas of production and sale where such action effectively meets requirements or is capable of so doing, and in such

Application.

à profiter autant que possible du concours des coopératives pour l'établissement et l'administration de plans conjoints dans les secteurs de production et les régions où il est désirable d'en établir.

Engagements non affectés.

Rien dans l'application de la présente loi ne doit venir en conflit avec les engagements d'un producteur vis-à-vis sa coopérative, ni avec les engagements de celle-ci envers une autre coopérative.

manner as to take advantage, in so far as is possible, of the assistance of cooperatives for the establishment and administration of joint plans in areas of production and in regions where it is desirable to establish the same.

Nothing in the application of this act must come into conflict with the agreements of a producer and his cooperative, nor with the agreements of the latter and another cooperative.

Agreements not affected.

## SECTION II

### OFFICE DES MARCHÉS AGRICOLES

Office établi.

4. Un organisme de surveillance, de coordination et d'amélioration de la mise en marché des produits agricoles est établi par la présente loi, sous le nom de *Office des marchés agricoles du Québec*.

Composition, etc.

Il est composé de quatre membres, dont un président et un vice-président, tous nommés par le lieutenant-gouverneur en conseil. Leur terme d'office est de dix ans, mais ils peuvent être destitués plus tôt pour cause.

Remplacement.

Ils restent en fonction, nonobstant l'expiration de leur terme d'office, jusqu'à ce qu'ils aient été nommés de nouveau ou remplacés.

Pouvoirs.

5. L'Office est investi des pouvoirs généraux d'une corporation conciliables avec la présente loi, en outre des pouvoirs spécifiques que celle-ci lui confère.

Siège social.

Il a son siège social dans la cité de Québec, mais peut siéger à tout autre endroit de la province.

Traitements.

Le président reçoit un traitement annuel de onze mille dollars, le vice-président, de neuf mille cinq cents dollars et les autres membres de l'Office, de huit mille cinq cents dollars.

Quorum.

6. Le quorum de l'Office est constitué de la majorité de ses membres en fonctions.

Vote du président.

Le président a droit de voter comme membre et il a un vote prépondérant au cas de partage égal des voix.

Vice-président.

Au cas d'absence du président à une assemblée de l'Office, le vice-président le remplace, avec les mêmes pouvoirs.

## DIVISION II

### AGRICULTURAL MARKETING BOARD

4. An organization to supervise, coordinate and improve the marketing of farm products is established by this act under the name of *Quebec Agricultural Marketing Board*.

Board established.

It shall be composed of four members, including a president and a vice-president, all appointed by the Lieutenant-Governor in Council. They shall hold office for ten years but may be sooner dismissed for cause.

Composition, etc.

They shall remain in office, notwithstanding the expiration of their term of office, until reappointed or replaced.

Replacement.

5. The Board shall be vested with the general powers of a corporation that are consistent with this act, in addition to the specific powers herein conferred.

Powers.

Its corporate seat shall be in the city of Québec, but it may sit at any other place in the Province.

Corporate seat.

The president shall receive an annual salary of eleven thousand dollars, the vice-president, nine thousand five hundred dollars and the other members of the Board, eight thousand five hundred dollars.

Salaries.

6. The majority of the members in office shall constitute a quorum of the Board.

Quorum.

The president shall be entitled to vote as a member and shall have a casting vote in the event of an equality of votes.

Vote of president.

In the absence of the president from a sitting of the Board the vice-president shall replace him, with the same powers.

Vice-president.

Secrétaire, etc.

7. Le lieutenant-gouverneur en conseil peut nommer et adjoindre à l'Office un secrétaire, des inspecteurs, des enquêteurs et tous autres employés dont il juge les services nécessaires, et fixer leur rémunération.

7. The Lieutenant-Governor in Council may appoint and assign to the Board a secretary, inspectors, investigators and any other employees whose services he deems necessary, and fix their remuneration.

Immunité.

8. L'Office, ses membres et ses employés ne peuvent être recherchés en justice en raison d'actes officiels accomplis de bonne foi dans l'exercice de leurs fonctions.

8. The Board, its members and its employees cannot be prosecuted for any official act performed in good faith in the exercise of their functions.

Décisions non revisables.

9. Nonobstant toute disposition législative inconciliable avec la présente, a) les décisions de l'Office ne peuvent être révisés que par le lieutenant-gouverneur en conseil;

9. Notwithstanding any legislative provision inconsistent herewith, Decisions not to be revised.

Brefs prohibés.

b) aucun bref de *quo warranto*, de *mandamus*, de *certiorari*, de prohibition ou d'injonction ne peut être émis contre l'Office, ni contre ses membres agissant en leur qualité officielle;

b. no writ of *quo warranto*, of *mandamus*, of *certiorari*, of prohibition or injunction shall be issued against the Board, or against the members thereof acting in their official capacity; Writs prohibited.

Dispositions non applicables.

c) les dispositions de l'article 50 du Code de procédure civile ne s'appliquent pas à l'Office, ni à ses membres agissant en leur qualité officielle.

c. the provisions of article 50 of the Code of Civil Procedure shall not apply to the Board or to its members acting in their official capacity. Provisions not to apply.

Fonctions générales de l'office.

10. L'Office a pour fonctions générales:

10. The general functions of the Board shall be: General functions of the Board.

a) d'aider à coordonner les diverses opérations de la mise en marché des produits agricoles d'une manière aussi avantageuse que possible pour les producteurs, tout en tenant compte des intérêts légitimes des consommateurs;

a. to assist in co-ordinating the various operations involved in the marketing of farm products in a manner as advantageous as possible to the producers, but with due regard for the legitimate interests of the consumers;

b) de trouver de nouveaux débouchés et d'améliorer les débouchés existants pour les produits agricoles du Québec;

b. to find new markets and improve the existing markets for the farm products of Quebec;

c) d'aider à orienter la production agricole de façon à profiter de tels débouchés;

c. to assist in directing farm production, so as to profit by such markets;

d) généralement, de collaborer avec les producteurs, les organisations coopératives ou professionnelles d'agriculteurs, les associations de consommateurs et les représentants du commerce des produits agricoles, pour promouvoir une mise en marché ordonnée, efficace et juste des produits agricoles.

d. generally to collaborate with producers, the co-operative or professional organizations of farmers, associations of consumers and representatives of traders in farm products to promote orderly, effective and fair marketing of farm products.

Pouvoirs, etc.

11. L'Office possède en outre, pour les fins de la mise en marché de produits agricoles, les pouvoirs et attributions suivantes:

11. The Board, for the purpose of marketing farm products, shall also have the following powers and functions: Powers, etc.



a) approuver, avec ou sans modification, ou rejeter des plans conjoints de mise en marché, conformément aux dispositions ci-après édictées;

b) arbitrer, décider, ajuster ou autrement régler tout différend survenu, à l'occasion ou dans le cours de l'exécution d'un plan conjoint, entre producteurs, acheteurs, transformateurs, distributeurs, voituriers, conditionneurs et manufacturiers de produits commercialisés, ou entre l'une ou l'autre de ces catégories de personnes;

c) faire des enquêtes sur le coût de revient de la production, de la transformation, de la distribution et du transport de tout produit commercialisé, sur les prix, les débouchés commerciaux et les méthodes de classification des produits agricoles et sur toute autre matière connexe à la mise en marché de ces produits;

d) établir des agences de négociation pour faciliter des ententes entre producteurs et acheteurs;

e) exempter de l'application de tout plan conjoint ou de tout ordre de l'Office, toute personne ou classe de personnes engagées dans la production ou la mise en marché d'un produit commercialisé ou de toute classe ou variété de ce produit;

f) exclure d'un plan conjoint toute classe ou variété de produits agricoles;

g) obliger les personnes engagées dans la production ou la mise en marché d'un produit commercialisé à enregistrer leurs noms, adresses et occupations dans un registre tenu par l'Office et à fournir à celui-ci, relativement à tout produit commercialisé, tels renseignements qu'il peut déterminer, et examiner les livres de ces personnes, les renseignements ainsi fournis et provenant de l'examen des livres devant être tenus pour confidentiels et servir exclusivement à l'usage de l'Office;

h) exiger de tout acheteur d'un produit commercialisé qu'il fournisse une garantie de responsabilité ou une preuve de solvabilité financière;

i) accorder ou refuser toute licence prévue par le paragraphe d de l'article 30, selon qu'il le juge à propos ou contraire à l'efficacité de l'exécution d'un plan de commercialisation, et interdire à toute personne l'exercice d'une activité faisant

a. to approve, with or without modification, or to reject joint marketing plans in conformity with the provisions hereinafter enacted;

b. to arbitrate, decide, adjust or otherwise settle any dispute arising on account or in the course of the carrying out of a joint plan, among producers, purchasers, processors, distributors, carriers, conditioners and manufacturers of marketed products, or between any such classes of persons;

c. to conduct inquiries as to the cost of production, transformation, distribution and transportation of any marketed product, as to prices, markets and systems of classification of farm products and as to any other matter related to the marketing of such products;

d. to establish negotiating agencies to facilitate agreements between producers and purchasers;

e. to exempt from the application of any joint plan or of any order of the Board any person or class of persons engaged in the production or marketing of a marketed product or of any class or variety of such product;

f. to exclude from a joint plan any class or variety of farm products;

g. to oblige persons engaged in the production or marketing of any marketed product to register their names, addresses and occupations in a register kept by the Board and to give the Board such information as it may require respecting any marketed product, and to examine the books of such persons, the information thus supplied and coming from the examination of the books having to be kept confidential and be used exclusively for the board;

h. to require any purchaser of a marketed product to furnish a guarantee of his responsibility or proof of financial solvency;

i. to grant or refuse any license provided for by paragraph d of section 30, according as it considers the same expedient or prejudicial to the effective carrying out of a marketing plan, and forbid any person to exercise any operation com-

partie de la mise en marché d'un produit commercialisé à moins d'être munie d'une telle licence;

j) suspendre, révoquer ou refuser de renouveler toute licence pour défaut d'observer ou d'exécuter quelque disposition de la présente loi, des règlements ou d'un plan de mise en marché, ou tout ordre de l'Office, pourvu que dans chaque cas celui-ci ait fourni au détenteur de la licence l'opportunité de comparaître devant l'Office et de faire valoir ses objections à la suspension, à la révocation ou au refus de renouvellement de sa licence;

k) coopérer avec des organismes similaires au Canada pour la mise en marché, hors de la province, de tout produit commercialisé, et exercer à cette fin les pouvoirs et accomplir les devoirs qui lui résultent de toute loi d'une autre juridiction prévoyant une telle coopération;

l) accomplir tous autres actes et émettre tous ordres qu'il juge nécessaires pour l'application efficace de la présente loi, des règlements et des plans conjoints.

Pouvoirs  
d'enquête.

**12.** Pour les fins de ses enquêtes et inspections, l'Office, ses membres et les inspecteurs et enquêteurs à son service sont investis de tous les pouvoirs attribués à un commissaire par la Loi des commissions d'enquête.

Déléga-  
tion de  
pouvoirs.

**13.** L'Office peut déléguer à un office de producteurs tels de ses pouvoirs qu'il juge nécessaires et révoquer en tout temps cette délégation.

Rensei-  
gnements  
exigibles.

**14.** L'Office peut exiger de tout office de producteurs les renseignements qu'il spécifie au sujet de tout produit inclus dans le plan conjoint confié à la surveillance et à l'administration de cet office de producteurs.

prised in the marketing of a marketed product unless he holds such license;

j. to suspend, cancel or refuse to renew any license for failure to comply with or to carry out any provision of this act, of the regulations or of a marketing plan, or any order of the Board, provided that in each case the latter has afforded the licensee an opportunity to appear before the Board and to advance his objections to the suspension, cancellation or refusal to renew his license;

k. to co-operate with similar bodies in Canada for the marketing, outside the Province, of any marketed product, and exercise for that purpose the powers and perform the duties accruing to it under any law of another jurisdiction providing for such co-operation;

l. to do such other things and issue such orders as it deems necessary for the effective carrying out of this act and of the regulations and joint plans.

**12.** For the purposes of its inquiries and inspections, the Board, its members and the inspectors and investigators in its service shall have all the powers conferred upon a commissioner by the Public Inquiry Commission Act.

Powers to  
investi-  
gate.

**13.** The Board may delegate to a producers' board such of its powers as it may deem necessary and repeal such delegation at any time.

Delega-  
tion of  
powers.

**14.** The Board may require from any producers' board such information as it may specify respecting any product included in the joint plan entrusted to the supervision and administration of such producers' board.

Informa-  
tion re-  
quired.

### SECTION III

#### COMITÉ CONSULTATIF

Comité  
consul-  
tatif.

**15.** Le lieutenant-gouverneur en conseil peut aussi constituer, pour assister l'Office, un comité consultatif composé:

a) de spécialistes des services de l'administration provinciale;

### DIVISION III

#### CONSULTING COMMITTEE

**15.** The Lieutenant-Governor in Council may also constitute a consulting committee, to assist the Board composed:

Consul-  
ting com-  
mittee.

a. of specialists of services of the provincial administration;

b) de personnes possédant une compétence spéciale dans diverses branches de la production et du commerce des produits visés par la présente loi et dans les domaines de la coopération et de la consommation.

Nombre  
de mem-  
bres.  
Secré-  
taire.

Le nombre des membres de ce comité ne doit pas excéder vingt.

Le lieutenant-gouverneur en conseil peut nommer et adjoindre à ce comité un secrétaire et déterminer sa rémunération.

Alloca-  
tions, etc.

Le lieutenant-gouverneur en conseil peut autoriser le paiement d'allocations de dépenses et d'émoluments aux membres de ce comité.

b. of persons having special qualifications in various branches of the production of and trading in the products contemplated by this act and in the fields of cooperation and consumption.

The number of the members of such committee shall not exceed twenty.

The Lieutenant-Governor in Council may appoint and assign to such committee a secretary and fix his remuneration.

The Lieutenant-Governor in Council may authorize the payment of expense allowances and fees to the members of such committee.

Number  
of mem-  
bers.  
Secretary.

Allow-  
ances, etc.

Fonctions  
du comité.

**16.** Ce comité a pour fonctions:

a) de donner son avis et de faire des suggestions à l'Office sur toute question que celui-ci juge à propos de lui soumettre;

b) d'étudier, à la demande de l'Office, des problèmes se rapportant à la production de divers produits agricoles et à diverses phases du processus de la mise en marché de tels produits et de soumettre à l'Office des rapports et des suggestions à ce sujet;

c) d'exercer toute autre attribution d'ordre consultatif que le lieutenant-gouverneur en conseil ou l'Office peuvent lui conférer.

**16.** The functions of such committee shall be:

a. to give its opinion and make suggestions to the Board on any question which the latter may see fit to submit to it;

b. to study, as required by the Board, problems relating to the production of various farm products and to various phases of the process of marketing such products and to submit to the Board reports and suggestions respecting the same;

c. to exercise any other consultative function that the Lieutenant-Governor in Council or the Board may assign to it.

Functions  
of com-  
mittee.

Sections  
ou sous-  
comités.

**17.** Le comité peut, à sa discrétion, se subdiviser en sections ou sous-comités pour l'étude des problèmes relatifs à des branches particulières de la production ou à diverses phases de la mise en marché des produits agricoles.

**17.** The committee, to its discretion, may divide itself into sections or sub-committees for the study of problems relating to particular branches of the production or to various phases of the marketing of farm products.

Sections  
or sub-  
commit-  
tees.

#### SECTION IV

##### PLANS CONJOINTS DE MISE EN MARCHÉ

Demande  
d'appro-  
bation  
de plan.

**18.** Dix producteurs ou plus d'un territoire quelconque de la province peuvent adresser à l'Office provincial une demande d'approbation de plan conjoint pour la mise en marché d'une ou de plusieurs catégories de produits agricoles dans ce territoire.

Serment.

**19.** La requête doit être attestée sous serment par au moins l'un des requérants

#### DIVISION IV

##### JOINT MARKETING PLANS

**18.** Ten or more producers in any territory of the Province may apply to the Provincial Board for the approval of a joint plan for the marketing of one or more classes of farm products within such territory.

**19.** The application must be attested on oath by at least one of the applicants

Applica-  
tion for  
approval  
of plan.

Oath.

et être accompagnée d'un projet du plan conjoint proposé.

and be accompanied by a draft of the joint plan proposed.

Spécifications.

**20.** Le projet de plan conjoint doit contenir les spécifications suivantes:

a) les noms, prénoms, adresses et occupations des requérants;

b) la ou les catégories de produits agricoles comprises dans le projet et une description ou une délimitation du territoire pour lequel l'application du plan est demandée;

c) la composition de l'office de producteurs qui sera chargé d'appliquer le plan;

d) les noms, prénoms, adresses et occupations des administrateurs provisoires de cet office;

e) le mode de remplacement et d'élection ou de nomination des administrateurs subséquents;

f) le ou les agents de négociation et le ou les agents de vente des producteurs intéressés, lesquels agents peuvent être des personnes désignées à cette fin par le plan, ou une organisation coopérative ou professionnelle de producteurs, ou l'office de producteurs lui-même, sous réserve de l'avant-dernier alinéa du présent article;

g) les pouvoirs, devoirs et attributions de l'office de producteurs et des agents de négociation et de vente;

h) le mode proposé de financement des dépenses qui seront occasionnées à l'office de producteurs par l'exécution du plan, lesquelles peuvent être payées, partiellement ou en totalité, soit au moyen d'honoraires de licences, soit par voie de contributions spéciales des membres d'une association de producteurs qui, en vertu de l'article 21, a demandé l'adoption d'un tel plan, soit à même les fonds généraux de cette association, soit autrement;

i) tout autre détail exigé par les règlements ou l'Office provincial.

Priorité.

Pour les fins du paragraphe f, s'il existe, dans le territoire couvert par le plan, une organisation coopérative groupant la majorité des producteurs de la ou des catégories de produits visés par ledit plan, cette organisation a priorité pour être reconnue ou choisie comme agent de vente des producteurs intéressés.

Avis.

Dans les quinze jours de la réception du projet de plan conjoint, l'Office fait

**20.** The draft of the joint plan shall contain the following particulars: Particulars.

a. the surnames, Christian names, addresses and occupations of the applicants;

b. the class or classes of farm products included in the proposed plan and a description or delimitation of the territory to which the plan would be made applicable;

c. the composition of the producers' board to be entrusted with the carrying out of the plan;

d. the surnames, Christian names, addresses and occupations of the provisional directors of such board;

e. the mode of replacement and election or appointment of the subsequent directors;

f. the negotiating agent or agents and the selling agent or agents of the producers interested, which agents may be persons designated for such purpose by the plan, or a cooperative or professional organization of producers, or the producers' board itself, without prejudice to the last but one paragraph of this section;

g. the powers, duties and functions of the producers' board and of the negotiating and selling agents;

h. the method proposed for financing the expenses to be incurred by the producers' board in the carrying out of the plan, which may be paid, in whole or in part, either by means of license fees or through special contributions from the members of an association of producers which, under section 21, has applied for the adoption of such a plan, or out of the general funds of such association, or otherwise;

i. any other particular required by the regulations or the Provincial Board.

For the purpose of paragraph f, if there exists, in the territory covered by the plan, a cooperative organization grouping the majority of producers of the class or classes of products to which refers the said plan, such organization has priority in order to be recognized or chosen as the selling agents of the producers interested. Priority.

Within fifteen days of the receipt of the project for a joint plan, the board shall Notice.



publier, dans la *Gazette officielle de Québec*, un avis de cette réception contenant les renseignements visés aux paragraphes *a* et *b*.

have a notice published in the *Quebec Official Gazette* of the receipt of the information to which refer paragraphs *a* and *b*.

Forma-  
lités re-  
quises.

**21.** Toute association de producteurs peut soumettre à l'Office une demande d'approbation de plan conjoint pour le territoire ou une partie du territoire dans lequel elle exerce son activité, en observant, *mutatis mutandis*, les formalités prévues par les articles 19 et 20, avec la même valeur et le même effet que si la requête était signée par dix producteurs; dans ce cas, la requête et le plan doivent être accompagnés d'une copie dûment certifiée d'une résolution de l'exécutif de l'association de producteurs autorisant la présentation de cette demande et approuvant le projet de plan.

**21.** Any association of producers may submit to the Board an application for approval of a joint plan for the territory or a portion of the territory in which its business is carried out, by complying, *mutatis mutandis*, with the formalities prescribed by sections 19 and 20, with the same validity and the same effect as if the application were signed by ten producers; in such case, the application and the plan must be accompanied by a duly certified copy of a resolution of the executive of the association of producers authorizing the making of such application and approving the proposed plan.

Forma-  
lities pre-  
scribed.

Réception  
ou rejet  
de plan.  
Décisions.

**22.** L'Office peut recevoir ou rejeter la demande d'approbation du plan.

Il doit tenir compte, pour les fins de sa décision sur cette demande, des circonstances qui peuvent en conditionner l'opportunité, notamment du mouvement coopératif agricole, des climats, de la nature des sols, de la qualité et du volume de la production à écouler, des débouchés commerciaux, de la concurrence extra-provinciale, des conditions économiques, des intérêts légitimes des producteurs et des consommateurs, et particulièrement du bien commun et de l'intérêt public.

**22.** The Board may receive or reject the application for approval of a plan.

It shall take into account, for the purposes of its decision upon such application, any circumstances determining the expediency thereof, especially the agricultural cooperative movement, climate, the nature of the soil, the quality and volume of the production to be disposed of, trade channels, extra-provincial competition, economic conditions, the legitimate interests of producers and consumers, and particularly the welfare of the community and the public interest.

Plan re-  
ceived or  
rejected.  
Decisions.

Vote.

**23.** S'il reçoit la demande d'approbation, l'Office ordonne que le plan soit soumis, tel que présenté ou avec les modifications qu'il juge à propos d'y apporter, au vote de tous les producteurs du territoire visés par le plan proposé, au moyen d'un referendum tenu de la manière prescrite par l'Office ou par les règlements, s'ils y pourvoient.

**23.** If it receives the application for approval, the Board shall order that the plan be submitted, such as proposed or with the amendments which it deems expedient to make, to the vote of all the producers in the territory concerned by the proposed plan, by means of a referendum held in the manner prescribed by the Board or by the regulations, if they provide for the same.

Vote.

Appro-  
bation.

Le plan, pour devenir en vigueur, doit être approuvé par au moins soixante-quinze pour cent en nombre et en valeur de tous les producteurs intéressés.

In order to come into force, the plan shall be approved by at least seventy-five per cent in number and value of all the producers concerned.

Approval.

Publica-  
tion.

**24.** L'Office fait publier dans la *Gazette officielle de Québec* tout plan ainsi approuvé.

**24.** The Board shall cause to be published in the *Quebec Official Gazette* any plan so approved.

Publica-  
tion.

Entrée en  
vigueur  
du plan.

Celui-ci entre en vigueur dès cette publication, à moins qu'une autre date n'ait été fixée à cette fin dans le plan même, et il devient dès lors exécutoire et lie tous les producteurs et tous les acheteurs des produits agricoles visés par le plan et provenant du territoire auquel il s'applique. Les acheteurs, ou leurs représentants ou agents attitrés, sont alors tenus de négocier avec l'office de producteurs ou avec son ou ses agents de négociation, s'il en est, pour la fixation d'un prix minimum de vente des produits agricoles auxquels le plan s'applique et pour l'exécution de toute autre condition ou disposition de ce plan.

Applica-  
tion sus-  
pendue.

L'Office peut en tout temps, à la demande d'une partie à un plan conjoint et après avoir donné aux autres parties l'opportunité de se faire entendre, suspendre l'application de tout plan conjoint en vigueur ou y mettre fin.

Demande  
d'accrédita-  
tion.

**25.** Toute association coopérative ou professionnelle *bona fide* d'acheteurs, de consommateurs, de voituriers et autres personnes affectées par le plan peut demander à l'Office son accréditation comme représentant des intéressés de même catégorie dans le plan en question.

Accepta-  
tion.

Si l'Office vient à la conclusion que l'association offre un caractère suffisamment représentatif de tous les intéressés de même catégorie, il peut lui accorder l'accréditation et dès lors cette association les représente tous pour les fins de négociation et d'entente avec les producteurs.

Annula-  
tion.

L'Office peut, en tout temps, après avoir donné à cette association l'opportunité de se faire entendre, mettre fin à cette accréditation pour toute cause qu'il estime valable.

Arbitrage.

**26.** Faute d'entente entre producteurs et acheteurs à l'occasion ou dans le cours de l'exécution d'un plan conjoint, l'Office, à la demande d'une des parties, ordonne l'arbitrage du différend de la manière proposée par les parties.

Modifica-  
tion au  
mode.

Toutefois, l'Office peut, s'il le juge opportun en raison des circonstances, modifier le mode d'arbitrage proposé, ou agir lui-même comme arbitre à la demande de l'une des parties.

The latter shall come into force as from such publishing, unless another date has been fixed for such purpose in the same plan, and it shall thereupon be executory and binding on all the producers and all the purchasers of the farm products contemplated by the plan and from the territory to which such plan applies. The purchasers or their accredited representatives or agents shall then be bound to negotiate with the producers' board or its negotiating agent or agents, if any, for the fixing of a minimum selling price for the farm products to which the plan is applicable and for the carrying out of any other condition or provision of such plan.

Coming  
into force  
of plan.

The Board may, at any time, at the request of a party to a joint plan and after giving the other parties an opportunity to be heard, suspend the application of any joint plan in force or cancel the same.

Applica-  
tion sus-  
pended.

**25.** Any *bona fide* cooperative or professional association of purchasers, consumers, carriers and other persons affected by the plan may apply to the Board for accreditation as the representative of the persons of the same class interested in such plan.

Applica-  
tion for  
accredi-  
tation.

If the Board comes to the conclusion that the association is sufficiently representative of all the interested persons of the same class, it may accredit such association and thereupon the latter shall represent them all for the purposes of negotiating and reaching agreement with the producers.

Accepta-  
ance.

The Board may, at any time, after giving such association an opportunity to be heard, cancel such accreditation for any reason which it may deem valid.

Cancellat-  
ion.

**26.** Failing agreement between producers and purchasers on account or during the carrying out of a joint plan, the Board, at the request of one of the parties, shall order the dispute to be arbitrated in the manner proposed by the parties.

Arbitra-  
tion.

However the Board may, if it deems it expedient in view of the circumstances, change the proposed mode of arbitration or act itself as arbitrator at the request of one of the parties.

Amend-  
ment to  
mode.

Décisions  
finales.

Les décisions du ou des arbitres sont finales et obligatoires et lient les parties intéressées jusqu'à ce que, à la demande de l'une d'elles et après avoir donné aux autres l'opportunité de se faire entendre, l'Office juge à propos d'en suspendre l'application ou d'y mettre fin.

Délai.

Cet arbitrage doit être commencé et continué avec diligence et complété dans un délai maximum de quinze jours.

Office de  
producteurs.

**27.** A compter de la mise en vigueur d'un plan conjoint, l'office de producteurs chargé de son exécution est investi de la personnalité civile et corporative, avec tous les pouvoirs et attributions qui s'y rattachent.

Restric-  
tion.

**28.** La présente section IV ne s'applique pas aux ventes faites par un producteur directement à un consommateur ou à un marchand détaillant qui n'exploite pas plus de trois magasins ou succursales. Dans tous les cas, elle ne vise que la première des ventes dont un produit agricole peut être successivement l'objet dans le processus de la mise en marché, c'est-à-dire la vente du producteur au premier acquéreur, à l'exclusion des transactions subséquentes par lesquelles le produit est susceptible de passer avant d'atteindre le consommateur.

The decisions of the arbitrator or arbitrators shall be final and obligatory and shall bind the interested parties until, at the request of one of them and after giving the others an opportunity to be heard, the Board deems it expedient to suspend the application thereof or put an end thereto.

Delay.

Such arbitration shall be commenced and continued with diligence and completed within a maximum delay of fifteen days.

Pro-  
ducers'  
board.

**27.** From and after the putting into force of a joint plan, the producers' board charged with the carrying out of such plan shall possess the civil and corporate capacity and all the powers and prerogatives relating thereto.

Restric-  
tion.

**28.** This division IV shall not apply to sales made by a producer directly to a consumer or to a retail dealer who operates not more than three stores or branches. In all cases, it contemplates only the first of the sales which any farm product may undergo successively in the process of marketing, namely the sale by the producer to the first purchaser, excluding any subsequent transaction through which the product may pass before reaching the consumer.

## SECTION V

### RÈGLEMENTS

Disposi-  
tions sup-  
plétives,  
etc., au-  
torisées.

**29.** Le lieutenant-gouverneur en conseil peut, par règlement conciliable avec la présente loi, adopter toute disposition supplétive, interprétative ou accessoire qu'il juge nécessaire ou utile au bon fonctionnement de la présente loi.

Règle-  
ments de  
l'Office.

**30.** L'Office provincial peut adopter des règlements, conciliables avec la présente loi, pour

- a) régler sa régie interne;
- b) adopter des règles de pratique et prescrire des formules pour les affaires et demandes qui lui sont soumises;

## DIVISION V

### REGULATIONS

**29.** The Lieutenant-Governor in Council, by regulation consistent with this act, may make any suppletive, interpretative or ancillary provision he may deem necessary or useful for the proper carrying out of this act.

Supple-  
tive, etc.,  
provisions  
author-  
ized.

**30.** The Provincial Board may make regulations, consistent with this act, to

Regula-  
tions by  
Board.

- a. regulate its internal government;
- b. make rules of practice and prescribe forms for the matters and applications submitted to it;

c) assurer une surveillance efficace des diverses phases de la mise en marché des produits agricoles compris dans les plans conjoints;

d) imposer et émettre des licences aux personnes engagées dans la mise en marché de tout produit commercialisé et déterminer les honoraires payables, au comptant ou par versements, sur les diverses catégories de telles licences;

e) affecter le produit de ces licences au paiement des dépenses encourues par les offices de producteurs pour l'administration des plans dont ils sont respectivement chargés;

f) prescrire la forme des licences, les conditions auxquelles elles peuvent être accordées, renouvelées, suspendues ou révoquées;

g) exiger des rapports des offices de producteurs et de toute personne détenant une licence de l'Office;

h) exempter toute personne ou catégorie de personnes de l'application des règlements ou d'une partie des règlements;

i) déterminer tout article de consommation manufacturé et provenant, en entier ou en partie, de produits agricoles, qui doit être considéré comme un produit agricole au sens de la présente loi;

j) généralement, surveiller l'application et le bon fonctionnement de tout plan conjoint.

c. ensure an efficient supervision of the various phases of the marketing of the farm products covered by joint plans;

d. prescribe and issue licenses to persons engaged in the marketing of any marketed product and determine the fees payable, in cash or by instalments, for the various classes of such licenses;

e. apply the proceeds of such licenses to pay the expenses incurred by producer's boards in the carrying out of the plans entrusted to them respectively;

f. prescribe the form of licenses, the conditions upon which they may be granted, renewed, suspended or cancelled;

g. require reports from producer's boards and from any person holding a license from the Board;

h. exempt any person or class of persons from the application of the regulations or of a part thereof;

i. decide that any article of manufactured consumer's goods, derived in whole or in part from farm products, shall be considered a farm product within the meaning of this act;

j. generally supervise the carrying out and the proper functioning of any joint plan.

Règle-  
ments  
d'offices  
de pro-  
ducteurs.

**31.** Les offices de producteurs peuvent adopter des règlements, conciliables avec la présente loi, concernant leur régie interne et toute autre matière de procédure qu'ils sont autorisés, par l'Office provincial ou par un plan conjoint, à réglementer.

**31.** Producers' boards may make regulations, consistent with this act, respecting their internal management and any other procedural matter which they are authorized, by the Provincial Board or by a joint plan, to regulate.

Regula-  
tions by  
pro-  
ducers'  
boards.

## SECTION VI

### PEINES POUR INFRACTIONS

Infraction  
et peine.

**32.** Quiconque enfreint sciemment quelque disposition de la présente loi, des règlements ou d'un plan conjoint, ou un ordre de l'Office provincial ou d'un office de producteurs, ou une décision arbitrale rendue obligatoire en vertu de l'article 26, est passible d'une amende d'au moins dix dollars et d'au plus cinquante dollars pour la première infraction, et d'au moins

## DIVISION VI

### PENALTIES FOR INFRINGEMENTS

**32.** Any person who wilfully infringes any provision of this act, of the regulations or of a joint plan, or an order of the Provincial Board or of a producers' board, or a decision of arbitration made binding under section 26, shall be liable to a fine of not less than ten dollars nor more than fifty dollars for the first offence, and of not less than fifty dollars nor more

Offence  
and  
penalty.



cinquante dollars et d'au plus cinq cents dollars pour toute infraction subséquente, en outre des frais dans tous les cas.

than five hundred dollars for any subsequent offence, in addition to the costs in all cases.

Infraction  
et peine.

**33.** Toute personne qui achète, à un prix inférieur au prix minimum prescrit, un produit agricole régi par un plan conjoint, est passible, en outre de la peine édictée par l'article 32, d'une amende égale à la différence entre le prix payé, ou convenu, et le prix minimum prescrit, en sus des frais.

**33.** Any person who buys, for a price less than the prescribed minimum price, any farm product governed by a joint plan, shall be liable, in addition to the penalty enacted by section 32, to a fine equal to the difference between the price paid or agreed upon and the prescribed minimum price, in addition to the costs.

Offence  
and pe-  
nalty.

Amendes.

Les amendes imposées en vertu du présent article sont payables à l'Office provincial; celui-ci distribue les montants perçus aux producteurs qui n'ont pas reçu l'équivalent du prix minimum, en proportion de leurs pertes respectives.

The fines imposed under this section shall be payable to the Provincial Board which shall distribute the amounts collected amongst the producers who did not receive the equivalent of the minimum price, proportionately to their respective losses.

Fines.

Pour-  
suites.

**34.** Les poursuites en recouvrement des amendes prévues par les articles 32 et 33 sont intentées conformément à la Loi des convictions sommaires de Québec et seule la première partie de cette loi s'applique à ces poursuites.

**34.** Proceedings in recovery of the fines provided for by sections 32 and 33 shall be brought in accordance with the Quebec Summary Convictions Act and Part I only of such act shall apply to such proceedings.

Pro-  
ceeding.

Dépenses.

**35.** Toutes les dépenses, relatives à l'Office provincial et à son comité consultatif, occasionnées au gouvernement ou encourues par ledit Office pour l'application de la présente loi, sont payées à même le fonds consolidé du revenu.

**35.** All expenses, respecting the Provincial Board and its consulting committee, occasioned to the Government or incurred by the said Board in the application of this act, shall be paid out of the consolidated revenue fund.

Expenses.

Entrée en  
vigueur.

**36.** La présente loi entrera en vigueur le jour de sa sanction.

**36.** This act shall come into force on the day of its sanction.

Coming  
into force.